

# 7 Jours

## Filpac CGT

N°7 - 30-9-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin ([gersin@filpac-cgt.fr](mailto:gersin@filpac-cgt.fr))

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - [www.filpac-cgt.fr](http://www.filpac-cgt.fr)

La sécurité sociale mérite autre chose qu'une journée d'action pour « le communiqué ». Elle réclame une action de longue durée, qui affirme : **« nous établissons ensemble une ligne infranchissable autour de notre protection sociale. »** Parce que la Sécurité sociale est fondée sur les besoins collectifs, elle est incompatible avec l'austérité. Elle incarne l'appropriation collective des moyens d'assurance sur nos conditions de vie. Minée de l'intérieur par l'austérité, elle menace ruine du fait de la politique de chômage de masse. Et du fait de l'appétit du patronat pour la privatiser. Les technocrates du pacte de responsabilité veut l'extirper du contrôle des salariés. Comme s'il fallait l'asservir au désastre économique du libéralisme. **Le 16 octobre aura un sens s'il contribue à provoquer une tempête sociale au service de la défense de la Sécurité sociale. Tel est le but de la Filpac CGT.**

# Notre Sécurité sociale est alternative à leur austérité

Ce gouvernement ouvre la porte à la droite et au FN par sa politique d'austérité conforme à la coalition libérale des gouvernements aux commandes de l'Union européenne. Sa reddition devant un patronat qu'il confond sciemment avec l'entreprise encouragent le Medef et la CGPME à organiser une insurrection froide contre le système social pour le privatiser.

Une « provocation », le programme de fin du monde social de Gattaz ? Si Berger de la CFDT le nomme ainsi, c'est qu'il espère encore des contreparties à son pacte de responsabilité dont le Medef se moque.

Non, Gattaz ne provoque pas. Il monte à l'assaut. Son objectif, c'est notre Waterloo. Une défaite définitive pour que la sauvegarde des profits d'aujourd'hui garantisse les profits de demain. Au prix d'un chômage qui enfle sans fin.

La ligne que nous devons déclarer infranchissable est celle de la Sécurité sociale.

Le système de protection sociale a été imposé malgré le marché privé. Il est fondé sur les besoins collectifs contre les profits particuliers. La crise aiguise les appétits patronaux, qui entreprennent la récupération des cotisations, 17% du PIB, pour les réorienter vers l'assurance privée. Les besoins de santé ? Non, le compte d'exploitation de la santé.

Un monde sans Sécurité sociale ? Quelle régression ! Décrétons la ligne de la Sécurité sociale comme infranchissable. Et sa survie alternative à l'austérité libérale. La solidarité sociale contre le profit privé, voilà le sens de notre action.

**C'est notre solidarité d'aujourd'hui qui permettra de préserver la Sécurité sociale de leur entreprise de privatisation.**



**Gouvernement et patronat veulent faire dérailler la Sécurité sociale. Par les exonérations des cotisations sociales accordées aux patrons. Par la réduction permanente des prestations au nom du « trou ». Par le creusement du « trou » au moyen d'une politique de chômage de masse, qui détruit les emplois, les salaires et donc les cotisations. Empêchons leur sabotage !**

# « Notre modèle social a vécu » ? **Menteurs !**

Le Medef et le gouvernement veulent-ils « réformer » notre « modèle social » ? Le Medef déclare qu'« *il a vécu* », le gouvernement le mine à chaque budget. Ils l'ont condamné au nom de l'austérité. Ils appellent « réformes » ce qu'il faut appeler « **privatisation** ». Dans son rapport de septembre 2014 sur la Sécurité sociale, la Cour des Comptes l'explique. Les cotisations sociales représentent plus de la moitié des ressources de la protection sociale. Soit **346,2 milliards, 17% du PIB**.

L'offensive du Medef vise une seule chose. **Que les cotisations patronales soient effacées et prises en charge par les salariés.** Pas seulement par égoïsme glacé et défense de leurs profits. Aussi parce que **le patronat veut privatiser la Sécurité sociale, et rétrocéder son budget colossal aux assurances privées.** L'offensive sur les complémentaires en témoigne. Le gouvernement Hollande Valls n'a de cesse d'accorder aux patrons des exonérations de cotisations et d'impôts. Dans la lignée de ce que faisaient les gouvernements précédents (Chirac, Sarkozy...).

**En plus des exonérations colossales, la fraude est de mise !** Par l'évasion fiscale dans les paradis prévus à cet effet, par cette **fraude** notamment, dénoncée par la Cour des Comptes (20 milliards) : « *Ainsi, à côté des « anciennes pratiques » notamment de sous-déclaration d'activité, se développent des fraudes liées au statut de travailleur indépendant (détournement du statut d'auto-entrepreneur, dissimulation de l'emploi salarié sous l'apparence d'une relation commerciale, etc.) et au statut de travailleurs détachés à l'étranger.* »

**Ce que nous revendiquons ?** L'arrêt des mesures de sabotage (exonérations des cotisations patronales, baisse des prestations), le soutien au budget de la Sécurité sociale par un prélèvement supérieur sur le PIB, récupération des fonds de l'évasion fiscale, réorientation des fonds offerts au patronat (CICE et « pacte ») vers la protection sociale, politique d'emplois massifs en CDI qui génèrent la cotisation sociale, taxation des profits financiers et spéculatifs.

**Pour gagner, le mouvement du 16 octobre ne doit s'arrêter qu'après satisfaction !**

